

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

N° 2025-12 SPECTACLE JEUNE PUBLIC AVEC LA COMPAGNIE GRIZZLI - « POUR LA MARE » - LES PETITS DÉTOURS 2025

Nomenclature des actes : 1.7

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 indiquant que la Présidente peut recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2020-161, en date du 24 juin 2020, donnant délégation à Madame la Présidente pour « *prendre, pour la durée du mandat, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés [...], lorsque les crédits sont inscrits au budget pour les marchés d'un montant maximum de 500 000 €* » (point 15) ;

Considérant l'organisation de la 3^{ème} édition du festival de spectacles vivants « Les petits Détours » au sein du pays de Chantonay qui se déroulera les 7, 8 et 9 Mars 2025 sur les 4 communes du territoire que sont : Saint-Hilaire-le-Vouhis, Rochetretoux, Bournezeau et Chantonay ;

Considérant que la compagnie GRIZZLI propose deux représentations de son spectacle jeune public « Pour la Mare » les vendredi 7 et dimanche 9 mars 2025 sur le territoire communautaire ;

Considérant l'offre de contrat effectuée par la compagnie GRIZZLI ;

La Présidente de la Communauté de communes du Pays de Chantonay

DÉCIDE :

- de valider le contrat avec la compagnie GRIZZLI pour un montant total de 4 918,50 € HT, soit 5 189,02 € TTC (TVA à 5,5 %) dont les crédits nécessaires au financement de cette opération sont inscrits au Budget 2025 de la Communauté de communes du Pays de Chantonay.

Envoyé en préfecture le 20/01/2025

Reçu en préfecture le 20/01/2025

Publié le

ID : 085-248500340-20250120-2025_12-AR



À Chantonay, le 20 janvier 2025

Pour copie conforme,
La Présidente
Isabelle MOINET

La Présidente informe que la présente décision, à supposer que celle-ci elle fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage :

- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes - 6, Allée de l'Île Gioriette 44041 NANTES CEDEX,
- ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté de communes du Pays de Chantonay, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Conformément à l'article R421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant en outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement, un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Certifié exécutoire par la Présidente compte tenu de la transmission à la Préfecture et de l'affichage le 20/01/2025.